

# **Dollarama inc.**

États financiers consolidés  
**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens,  
sauf indication contraire)



Le 30 mars 2017

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Dollarama inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Dollarama inc. et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 29 janvier 2017 et au 31 janvier 2016, ainsi que les états consolidés des variations des capitaux propres, du résultat net et du résultat global et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Dollarama inc. et de ses filiales au 29 janvier 2017 et au 31 janvier 2016, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A117693

# Dollarama inc.

État consolidé de la situation financière  
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	29 janvier 2017 \$	31 janvier 2016 \$
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		62 015	59 178
Créances		15 386	11 118
Acomptes et charges payées d'avance		7 162	8 900
Stocks de marchandises		465 715	470 195
Instruments financiers dérivés	14	8 787	67 542
		<u>559 065</u>	<u>616 933</u>
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles	6	437 089	332 225
Immobilisations incorporelles	7	139 515	136 934
Goodwill	7	727 782	727 782
		<u>1 863 451</u>	<u>1 813 874</u>
<b>Total de l'actif</b>			
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dettes d'exploitation et charges à payer	8	198 486	166 171
Dividendes à verser		11 591	11 087
Impôt sur le résultat à payer		16 597	45 638
Instruments financiers dérivés	14	8 085	-
Obligations au titre du contrat de location-financement		-	588
Partie courante de la dette à long terme	9	278 643	3 542
		<u>513 402</u>	<u>227 026</u>
<b>Passifs non courants</b>			
Dette à long terme	9	1 050 101	920 772
Loyer et incitatifs à la location différés	11	81 827	71 632
Impôt différé	13	117 837	127 592
		<u>1 763 167</u>	<u>1 347 022</u>
<b>Total du passif</b>			
<b>Engagements</b>			
	10		
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	12	420 266	439 296
Surplus d'apport		24 321	20 136
Déficit	12	(342 957)	(62 375)
Cumul des autres éléments du résultat global	12	(1 346)	69 795
		<u>100 284</u>	<u>466 852</u>
<b>Total des capitaux propres</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>			
		<u>1 863 451</u>	<u>1 813 874</u>

## Approuvé par le conseil d'administration

(signé) « Stephen Gunn »

Stephen Gunn, administrateur

(signé) « John J. Swidler »

John J. Swidler, administrateur

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Dollarama inc.

### État consolidé des variations des capitaux propres pour les exercices clos (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Note	Nombre d'actions ordinaires	Capital- actions \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués/ (déficit) \$	Cumul des autres éléments du résultat global \$	Total \$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> février 2015</b>	12	129 790 354	462 734	15 338	196 112	66 296	740 480
Résultat net de l'exercice		-	-	-	385 146	-	385 146
Autres éléments du résultat global							
Profit latent sur instruments financiers dérivés, déduction faite des ajustements de reclassement et d'impôt de (1 290) \$	12	-	-	-	-	3 499	3 499
Dividendes déclarés		-	-	-	(45 722)	-	(45 722)
Rachat et annulation d'actions	12	(7 729 391)	(27 456)	-	(597 911)	-	(625 367)
Rémunération fondée sur des actions	12	-	-	6 114	-	-	6 114
Émission d'actions ordinaires	12	164 141	2 702	-	-	-	2 702
Reclassement lié à l'exercice d'options sur actions	12	-	1 316	(1 316)	-	-	-
<b>Solde au 31 janvier 2016</b>		<b>122 225 104</b>	<b>439 296</b>	<b>20 136</b>	<b>(62 375)</b>	<b>69 795</b>	<b>466 852</b>
<b>Solde au 31 janvier 2016</b>	12	122 225 104	439 296	20 136	(62 375)	69 795	466 852
Résultat net de l'exercice		-	-	-	445 636	-	445 636
Autres éléments du résultat global							
Perte latente sur instruments financiers dérivés, déduction faite des ajustements de reclassement et d'un produit d'impôt de 25 860 \$	12	-	-	-	-	(71 141)	(71 141)
Dividendes déclarés		-	-	-	(47 440)	-	(47 440)
Rachat et annulation d'actions	12	(7 420 168)	(26 669)	-	(678 778)	-	(705 447)
Rémunération fondée sur des actions	12	-	-	6 932	-	-	6 932
Émission d'actions ordinaires	12	246 413	4 892	-	-	-	4 892
Reclassement lié à l'exercice d'options sur actions	12	-	2 747	(2 747)	-	-	-
<b>Solde au 29 janvier 2017</b>		<b>115 051 349</b>	<b>420 266</b>	<b>24 321</b>	<b>(342 957)</b>	<b>(1 346)</b>	<b>100 284</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Dollarama inc.

État consolidé du résultat net et du résultat global pour les exercices clos  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

	Note	29 janvier 2017	31 janvier 2016
Ventes		2 963 219	2 650 327
Coût des produits vendus	17	1 801 935	1 617 051
<b>Profit brut</b>		1 161 284	1 033 276
Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins		458 026	435 816
Dotation aux amortissements	17	57 748	48 085
<b>Résultat d'exploitation</b>		645 510	549 375
Coûts de financement	17	33 083	21 395
<b>Résultat avant impôt</b>		612 427	527 980
<b>Impôt sur le résultat</b>	13	166 791	142 834
<b>Résultat net de l'exercice</b>		445 636	385 146
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<i>Éléments à reclasser ultérieurement en résultat net</i>			
Profit latent (perte latente) sur instruments financiers dérivés, déduction faite des ajustements de reclassement		(97 001)	4 789
Impôt sur le résultat lié aux autres éléments du résultat global		25 860	(1 290)
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		(71 141)	3 499
<b>Résultat global de l'exercice</b>		374 495	388 645
<b>Résultat par action ordinaire</b>			
Résultat net de base par action ordinaire	16	3,75 \$	3,03 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	16	3,71 \$	3,00 \$
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (en milliers)</b>	16	118 998	127 271
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, après dilution (en milliers)</b>	16	120 243	128 420

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Dollarama inc.

### Tableau consolidé des flux de trésorerie pour les exercices clos (en milliers de dollars canadiens)

	Note	29 janvier 2017	31 janvier 2016
<b>Activités d'exploitation</b>			
Résultat net de l'exercice		445 636	385 146
Ajustements :			
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	17	57 748	48 085
Dotation à l'amortissement des allocations reçues du propriétaire différées	11	(4 795)	(4 929)
Dotation à l'amortissement des frais de location différés		519	584
Dotation à l'amortissement des frais d'émission de titres de créance		1 481	1 301
Comptabilisation du profit réalisé sur les contrats de change		(46 269)	(76 665)
Règlement en trésorerie du profit sur les contrats de change		16 108	97 921
Incidatifs à la location différés	11	6 020	4 811
Allocations reçues du propriétaire différées	11	8 970	11 275
Rémunération fondée sur des actions	12	6 932	6 114
Coûts de financement de la dette à long terme		268	(304)
Impôt différé	13	16 105	4 118
Perte sur la sortie d'actifs		40	641
		<u>508 763</u>	<u>478 098</u>
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	18	<u>(3 595)</u>	<u>(28 861)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net		<u>505 168</u>	<u>449 237</u>
<b>Activités d'investissement</b>			
Ajouts d'immobilisations corporelles	6	(153 574)	(83 231)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	7	(12 640)	(11 199)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles		462	670
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net		<u>(165 752)</u>	<u>(93 760)</u>
<b>Activités de financement</b>			
Produit de la dette à long terme – billets à taux variable de série 1	9	-	124 834
Produit (remboursement) net de la facilité de crédit	9	(120 000)	235 000
Produit de la dette à long terme – billets à taux fixe à 2,337 %	9	525 000	-
Paiement des frais d'émission de titres de créance		(2 319)	(1 003)
Remboursement du contrat de location-financement		(588)	(978)
Émission d'actions ordinaires		4 892	2 702
Dividendes versés		(46 936)	(45 116)
Rachat et annulation d'actions		(696 628)	(651 941)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net		<u>(336 579)</u>	<u>(336 502)</u>
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		2 837	18 975
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>		<u>59 178</u>	<u>40 203</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<u>62 015</u>	<u>59 178</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

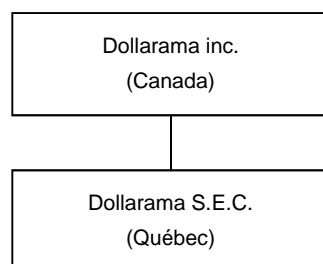
## 1 Information générale

Dollarama inc. (la « Société ») a été constituée le 20 octobre 2004 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société exploite au Canada des magasins à un dollar qui vendent la totalité de leurs articles à 4,00 \$ ou moins. Au 29 janvier 2017, la Société exerçait ses activités de vente au détail dans toutes les provinces canadiennes. Le siège social de la Société, son centre de distribution et ses entrepôts sont situés dans la région de Montréal. La Société est inscrite à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « DOL » et est constituée et domiciliée au Canada.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq à six ans. Les exercices clos le 29 janvier 2017 et le 31 janvier 2016 comptent 52 semaines.

L'adresse du siège social est le 5805, avenue Royalmount, Montréal (Québec) H4P 0A1.

Au 29 janvier 2017, les entités importantes comprises dans la structure juridique de la Société étaient les suivantes :



Dollarama S.E.C. exploite la chaîne de magasins et fournit le soutien administratif et logistique requis.

## 2 Mode de présentation

La Société établit ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), comme ils sont énoncés dans la partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés ont été établis sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur. Les méthodes comptables de la Société ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société en vue de leur publication le 30 mars 2017.



# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables**

### **Filiales**

Les filiales sont les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société détermine le contrôle d'après sa capacité d'exercer un pouvoir ayant une influence significative sur les activités quotidiennes importantes des entités. Le contrôle est également déterminé par l'exposition de la Société à la variabilité du rendement du capital investi dans l'entité, qu'elle soit favorable ou défavorable, ainsi que par la capacité de la Société d'orienter les décisions prises par l'entité, ce qui, à terme, a une incidence sur le rendement du capital investi de la Société. L'existence et l'effet des droits de vote substantiels sont pris en compte pour évaluer si la Société contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est déterminé et cessent de l'être dès que la Société est réputée avoir cessé de détenir le contrôle.

Les transactions, soldes et profits latents intragroupe sont éliminés. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins que la transaction n'indique une dépréciation de l'actif cédé. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées lorsque cela était nécessaire afin d'assurer l'uniformité avec les méthodes adoptées par la Société. Toutes les filiales de la Société sont des filiales en propriété exclusive.

### **Conversion des monnaies étrangères**

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

Transactions et soldes en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les écarts de change découlant du règlement de transactions en monnaies étrangères et de la conversion au cours de change en vigueur à la date de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit plus loin à la rubrique « Instruments financiers dérivés ».

### **Information sectorielle**

La Société regroupe ses activités dans un secteur opérationnel, qui est aussi le seul secteur à présenter de la Société conformément à l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. La Société exerce ses activités au Canada, le pays où elle est domiciliée.

### **Actifs financiers**

La Société classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et prêts et créances. Le classement dépend des fins auxquelles les actifs financiers ont été acquis. La direction établit le classement des actifs financiers au moment de leur comptabilisation initiale.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **a) Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net**

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis principalement en vue d'être vendu dans un proche avenir. Les dérivés sont aussi classés comme étant détenus à des fins de transaction, sauf s'ils sont désignés comme couvertures.

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont initialement, et par la suite, inscrits à la juste valeur; les coûts de transaction sont passés en charges dans l'état du résultat.

### **b) Prêts et créances**

Les prêts et créances se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et que la Société n'a pas l'intention de négocier. Ils sont classés dans les actifs courants, sauf s'ils viennent à échéance plus de 12 mois après la date de clôture, auquel cas ils sont classés dans les actifs non courants. Les prêts et créances sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### **Passifs financiers**

Les passifs financiers se composent des dettes d'exploitation et charges à payer, des dividendes à verser, des instruments financiers dérivés et de la dette à long terme.

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, après déduction des coûts de transaction comptabilisés, et elle est ultérieurement évaluée au coût amorti, qui correspond à la valeur comptable. Toute différence entre la valeur comptable et la valeur de remboursement de la dette est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net et du résultat global selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités de crédit renouvelables sont incorporés à titre de paiements anticipés pour services de liquidité et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Les passifs financiers sont classés dans les passifs courants, sauf lorsque la Société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement des passifs financiers pour au moins 12 mois après la date de clôture.

### **Instruments financiers compensatoires**

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière, lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Instruments financiers dérivés**

La Société peut avoir recours à des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion de son exposition au risque de change sur les achats. La Société peut aussi utiliser des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société désigne certains dérivés comme couvertures de risques précis associés aux transactions prévues dont la réalisation est hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

Lorsque la comptabilité de couverture s'applique, la Société documente, dès leur établissement, les relations de couverture entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent les opérations de couverture. Pour ce faire, elle associe les instruments dérivés à des actifs et des passifs inscrits à l'état consolidé de la situation financière ou à des engagements fermes ou à des transactions prévues. La Société détermine également si les instruments dérivés utilisés dans le cadre des opérations de couverture sont hautement efficaces pour contrebalancer les variations des flux de trésorerie générés par les éléments couverts.

Les variations de la réserve liée à la couverture dans les capitaux propres sont présentées à l'état consolidé des variations des capitaux propres. La juste valeur des dérivés de couverture est classée dans les actifs ou les passifs non courants lorsque la durée résiduelle de l'élément couvert est de plus de 12 mois et dans les actifs ou les passifs courants lorsque la durée résiduelle de l'élément couvert est de moins de 12 mois.

### **Couvertures de flux de trésorerie**

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés admissibles à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat. Les montants accumulés dans les capitaux propres sont reclassés dans le résultat des périodes au cours desquelles les éléments couverts influent sur le résultat (la majeure partie du reclassement se fait au cours de la période de 12 mois suivant le règlement de l'instrument financier dérivé). Le profit ou la perte lié à la partie efficace des dérivés est comptabilisé dans le coût des produits vendus à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

Lorsqu'un instrument de couverture vient à échéance ou qu'il est vendu, ou lorsqu'il ne satisfait plus aux critères d'admissibilité à la comptabilité de couverture, le profit ou la perte cumulé reste classé dans les capitaux propres et est comptabilisé au moment où la transaction prévue est définitivement comptabilisée en résultat. Lorsque la Société ne s'attend plus à ce qu'une transaction prévue se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était classé dans les capitaux propres est immédiatement viré au résultat.

Les contrats de change à terme sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie pour des transactions prévues précises.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)

### **Instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture ne s'applique pas**

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés à titre de couvertures ou qui ont cessé d'être efficaces avant leur échéance sont inscrits à leur juste valeur estimative à titre d'actif ou de passif, les variations de leur juste valeur estimative étant comptabilisées en résultat.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative comme suit :

Matériel des magasins et des entrepôts	De 10 à 15 ans
Véhicules	5 ans
Immeubles et toitures	De 20 à 50 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel informatique	5 ans

La Société comptabilise dans la valeur comptable des immobilisations corporelles la totalité du prix d'achat des actifs acquis ou construits ainsi que les coûts engagés qui sont directement attribuables à la construction d'un actif spécifique, lorsqu'ils sont liés à la mise en état de fonctionnement de l'actif.

La Société capitalise également le coût du remplacement de parties d'une immobilisation corporelle lorsqu'un tel coût est engagé, s'il est probable qu'elle obtiendra les avantages économiques futurs liés à l'immobilisation et que le coût de l'immobilisation peut être établi de façon fiable. La valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée.

Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont revus une fois l'an. Les changements, le cas échéant, sont comptabilisés de façon prospective à titre de modifications d'estimations comptables. Si la valeur résiduelle attendue d'un actif est égale ou supérieure à sa valeur comptable, la Société cesse d'amortir cet actif. L'amortissement reprend lorsque la valeur résiduelle attendue devient inférieure à la valeur comptable de l'actif. On détermine les profits et les pertes sur la sortie d'une immobilisation corporelle en calculant la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable de l'immobilisation corporelle, et on les comptabilise directement à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

### **Goodwill et immobilisations incorporelles**

La Société classe ses immobilisations incorporelles en trois catégories : 1) immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée amortissables, 2) immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée non amortissables et 3) goodwill.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée amortissables

La Société détermine la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables d'après des faits et circonstances précis et propres à chaque immobilisation incorporelle. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût et amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimative de l'immobilisation, comme suit :

Logiciels	5 ans
Frais de location différés	Durée du bail

La Société prend en compte dans la valeur comptable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée amortissables le total du prix d'achat de l'immobilisation incorporelle conçue ou acquise ainsi que les autres coûts directement attribuables à la conception d'une immobilisation incorporelle en particulier, dans la mesure où ces coûts permettent d'amener l'immobilisation incorporelle à son état de fonctionnement.

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée non amortissables

L'appellation commerciale est la seule immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée non amortissable de la Société. L'appellation commerciale est inscrite au coût et n'est pas amortie, sa durée d'utilité étant indéterminée. Elle fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année, à la date de clôture, ou plus souvent si des événements ou des faits nouveaux laissent envisager qu'elle pourrait s'être dépréciée. La perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Comme l'appellation commerciale ne génère pas de flux de trésorerie indépendants des autres actifs ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »), elle est affectée à un groupe d'UGT qui devrait bénéficier du regroupement d'entreprises, l'UGT représentant le niveau le plus bas auquel l'appellation commerciale fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne de la Société.

Goodwill

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales ou de sociétés liées et représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part de l'investisseur dans les actifs identifiables nets acquis et la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise.

Le goodwill est par la suite inscrit au coût, moins le cumul des pertes de valeur. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, à la date de clôture, ou plus souvent si des événements ou des faits nouveaux indiquent qu'il pourrait s'être déprécié. Aux fins du test de dépréciation annuel, le goodwill est affecté à un groupe d'UGT qui devrait bénéficier du regroupement d'entreprises, l'UGT représentant le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne de la Société.

# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Dépréciation d'actifs non financiers**

Les actifs qui sont amortis font l'objet de tests de dépréciation périodiques. Lorsque des événements ou des faits nouveaux indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, l'actif ou l'UGT est soumis à un test de dépréciation. Si la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT excède sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net et du résultat global. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ou d'une UGT. La juste valeur correspond au prix qui pourrait être obtenu pour un actif ou une UGT dans le cadre d'une transaction entre les intervenants du marché dans des conditions de concurrence normale à la date de l'évaluation, diminué des coûts de sortie. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables, soit des UGT, qui représentent les magasins pris individuellement. La direction procède à une évaluation des données de marché pertinentes, notamment de la capitalisation boursière actuelle de la Société.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie englobent les placements très liquides dont l'échéance ne dépassait pas trois mois à leur date d'acquisition.

### **Stocks de marchandises**

Les stocks de marchandises du centre de distribution, des entrepôts et des magasins sont inscrits au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des stocks est établi selon la méthode du coût moyen pondéré et il est attribué aux marchandises en magasin selon la méthode de l'inventaire au prix de détail. Le coût des stocks tient compte des sommes versées aux fournisseurs, des taxes et des frais de transport jusqu'aux entrepôts ainsi que des coûts directs d'entreposage et de distribution.

La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### **Dettes d'exploitation et charges à payer**

Les dettes d'exploitation et charges à payer sont les obligations de payer les marchandises reçues de fournisseurs ou les services rendus par les employés et les fournisseurs dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation et charges à payer sont classées dans les passifs courants si le paiement est exigible dans un délai d'au plus un an. Autrement, elles sont présentées dans les passifs non courants.

Les dettes d'exploitation et charges à payer sont comptabilisées initialement à la juste valeur et par la suite au coût amorti.

# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Provisions**

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La Société ne comptabilise pas de provision au titre des pertes d'exploitation futures.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation. Cette valeur actualisée est établie au moyen d'un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à cette obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge de désactualisation dans les coûts de financement, à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

### **Capital-actions**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction du produit de l'émission, après impôt.

Lorsque la Société rachète des actions dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la portion du prix payé pour les actions ordinaires qui correspond à la valeur comptable de ces actions est portée en réduction du capital-actions. La portion du prix payé excédant la valeur comptable des actions est portée en réduction des résultats non distribués.

### **Dividendes déclarés**

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société sont comptabilisées à titre de passif dans les états financiers consolidés de la Société de la période au cours de laquelle les dividendes sont déclarés par le conseil d'administration.

### **Avantages du personnel**

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel la Société verse des cotisations définies à une entité juridique distincte ainsi qu'aux régimes publics administrés par les gouvernements provinciaux et fédéral et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Les cotisations à verser aux termes des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges à l'état du résultat lorsqu'elles sont exigibles.

La Société offre un régime de retraite à cotisations définies aux salariés admissibles. Les cotisations de la Société à ce régime sont appariées à celles des salariés, jusqu'à concurrence de 5 % de leur salaire, sous réserve d'un montant maximal correspondant à 50 % du plafond de cotisation annuel au REER.

# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Avantages du personnel à court terme**

Les passifs découlant des régimes d'octroi de primes sont comptabilisés selon une formule qui tient compte du rendement et de la contribution de chaque employé à la rentabilité de la Société.

### **Indemnités de cessation d'emploi**

Les indemnités de cessation d'emploi sont généralement payables lorsque le contrat de travail est résilié avant la date normale de mise à la retraite ou lorsqu'un salarié accepte volontairement de quitter son emploi en échange d'une indemnité. La Société comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle est manifestement tenue d'octroyer des indemnités de cessation d'emploi dans le cadre d'une offre faite.

### **Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat de l'exercice comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il est lié à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement au sein des capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est inscrit dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, selon le cas.

La charge d'impôt exigible est calculée selon la réglementation fiscale adoptée ou quasi adoptée à la date de clôture et en tenant compte des ajustements de l'impôt à payer relativement aux exercices précédents, le cas échéant.

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, le passif d'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif par suite d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de sa réalisation, n'a d'incidence ni sur la comptabilisation ni sur le résultat net imposable. L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'imposition et de la réglementation fiscale qui a été adoptée ou quasi adoptée à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé en question sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable, auquel les différences temporaires pourront être associées, sera disponible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible avec les passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent de l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler le montant net.



# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Comptabilisation des produits des activités ordinaires**

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services lorsqu'ils sont reçus, c'est-à-dire lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : 1) les risques et avantages importants inhérents à la propriété sont transférés aux clients de la Société et la Société ne participe plus à la gestion ni au contrôle effectif; 2) il y a des preuves manifestes de l'existence d'un contrat; 3) le montant des produits des activités ordinaires et des coûts connexes peut être évalué de manière fiable et 4) il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société. La comptabilisation des produits des activités ordinaires des magasins est faite lorsque le client paie la marchandise et en prend possession.

Toutes les ventes sont fermes. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées.

Montants bruts et montants nets

La Société peut conclure des ententes avec des tiers en vue de la vente de produits à des clients. Lorsque la Société agit pour son propre compte, elle comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés aux clients. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires.

### **Coût des produits vendus**

Le coût des produits vendus comprend le coût des stocks de marchandises, les frais de transport, les frais d'entreposage et de distribution, ainsi que les frais d'occupation des magasins, des entrepôts et du centre de distribution, de même que le virement depuis le cumul des autres éléments du résultat global de tout profit ou perte sur les couvertures de flux de trésorerie admissibles liées à l'achat de stocks de marchandises.

Ristournes accordées par les fournisseurs

La Société inscrit les ristournes accordées par les fournisseurs, liées à la quantité de marchandises achetées, lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en déduction du coût d'acquisition des stocks, ce qui se traduit par une diminution du coût des produits vendus figurant à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

### **Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins**

Le poste « Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins » comprend les salaires et les avantages du personnel des magasins et du siège social, les frais de réparation et d'entretien, les honoraires professionnels, les fournitures des magasins ainsi que les frais connexes.

# **Dollarama inc.**

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

### **Résultat par action ordinaire**

Le résultat par action ordinaire est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action ordinaire est calculé selon la méthode du rachat d'actions, laquelle permet d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions. Selon cette méthode, les instruments ayant un effet dilutif sont considérés comme ayant été exercés au début de l'exercice, ou au moment de l'émission si cette date est ultérieure, et le produit reçu est considéré comme ayant été affecté au rachat d'actions ordinaires au cours moyen de l'exercice.

### **Contrats de location**

#### Contrats de location-financement

Les actifs détenus en vertu de contrats de location aux termes desquels la Société conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien (les « contrats de location-financement ») sont capitalisés au plus faible de la juste valeur de l'immobilisation corporelle et de la valeur actualisée estimée des paiements minimaux au titre de la location. L'obligation correspondante au titre du contrat de location-financement est incluse dans le passif portant intérêt. L'élément d'intérêts est amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Contrats de location simple

La Société loue les magasins, cinq entrepôts, un centre de distribution et le siège social. Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme contrats de location simple. La Société comptabilise les charges de location engagées et les incitatifs à la location reçus des propriétaires sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Tout écart entre la charge de location calculée et le montant réellement payé est inscrit à titre d'incitatif à la location différé à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Des charges de location conditionnelles sont comptabilisées lorsque la réalisation des objectifs de vente convenus semble probable.

Les frais de location différés et les allocations reçues du propriétaire différées sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée des baux auxquels ils se rapportent.

### **Rémunération fondée sur des actions**

La Société comptabilise une charge de rémunération pour les options octroyées selon la juste valeur des options à la date d'octroi au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. Les options octroyées par la Société s'acquièrent par tranches (acquisition graduelle); par conséquent, la charge de rémunération est comptabilisée en fonction des tranches acquises.

Le montant total à passer en charges est établi en fonction de la juste valeur des options octroyées.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **3 Résumé des principales méthodes comptables (suite)**

L'incidence des conditions liées au service et des conditions d'acquisition des droits selon le rendement autres que les conditions de marché (par exemple, la rentabilité, les objectifs de croissance du chiffre d'affaires ou la rétention d'un membre du personnel de l'entité pour une période déterminée) n'est pas considérée dans le calcul de la juste valeur. Les conditions d'acquisition des droits selon le rendement autres que les conditions de marché sont prises en compte dans les hypothèses concernant le nombre d'options dont les droits devraient être acquis. La charge totale est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits, soit la période au cours de laquelle toutes les conditions spécifiées d'acquisition des droits doivent être satisfaites. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'options dont les droits devraient être acquis en fonction des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché. Elle comptabilise l'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, à l'état consolidé du résultat net et du résultat global et inscrit un ajustement correspondant au surplus d'apport.

Les porteurs d'options peuvent exercer leurs options avec ou sans décaissement. La trésorerie versée pour les actions émises à l'exercice des options ainsi que la charge de rémunération s'y rapportant sont créditées au capital-actions (à la valeur nominale), après déduction des coûts de transaction directement attribuables, s'il y a lieu.

## **4 Principales nouvelles normes comptables n'ayant pas encore été adoptées**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplacera IAS 17 *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et son adoption anticipée est permise dans la mesure où la Société a adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme exige que le preneur comptabilise une obligation locative correspondant aux paiements locatifs futurs et un actif lié au droit d'utilisation relativement à la plupart des contrats de location, et les inscrive à l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités. La Société étant assujettie à d'importantes obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple (note 10) conformément à IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à une hausse significative des actifs et des passifs et à des changements significatifs touchant le moment de la comptabilisation des charges associées aux contrats de location.

Les principaux aspects de l'entreprise qui seront touchés par l'adoption d'IFRS 16 sont présentés dans le tableau qui suit.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 4 Principales nouvelles normes comptables n'ayant pas encore été adoptées (suite)

Aspects de l'entreprise touchés	Analyse	Incidence
Présentation de l'information financière	L'analyse vise à déterminer les contrats qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme ainsi que les options offertes par celle-ci, comme l'adoption anticipée, les deux exemptions de comptabilisation et d'évaluation et la nécessité de l'appliquer de manière rétrospective intégrale aux termes d'IAS 8 ou la possibilité d'appliquer une « approche rétrospective modifiée ».	La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global.  Au 29 janvier 2017, les contrats de location simple présentés à la note 10 entraient dans le champ d'application d'IFRS 16.
Systèmes informatiques	La Société est en train d'analyser la nécessité d'apporter des changements à ses systèmes informatiques afin d'optimiser la gestion de plus de 1 000 contrats de location qui entreront dans le champ d'application de la nouvelle norme.	La Société est en train d'évaluer l'incidence d'IFRS 16 sur ses systèmes informatiques.
Contrôles internes	La Société réalisera une analyse des changements apportés à l'environnement de contrôle par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La Société est en train d'évaluer l'incidence d'IFRS 16 sur son environnement de contrôle.
Parties prenantes	La Société réalisera une analyse de l'incidence sur la communication de l'information à ses parties prenantes par suite de l'adoption d'IFRS 16.	La Société est en train d'évaluer l'incidence d'IFRS 16 sur la communication de l'information à ses parties prenantes.

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 sur son état consolidé de la situation financière, son état consolidé du résultat net et du résultat global et son tableau consolidé des flux de trésorerie. Cette incidence ne devrait pas être importante.

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 du 1<sup>er</sup> janvier 2017 aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et son adoption anticipée est permise. La Société analyse actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 sur son état consolidé de la situation financière et son état consolidé du résultat net et du résultat global. Cette incidence ne devrait pas être importante.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 5 Jugements et estimations comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les paragraphes qui suivent portent sur les principaux jugements et estimations comptables que la Société a formulés pour préparer les états financiers consolidés.

### Impôt sur le résultat

*Jugement* - L'établissement de l'impôt sur le résultat nécessite une part importante de jugement. L'incidence fiscale définitive de certaines transactions et de certains calculs est incertaine. La Société comptabilise des passifs pour les éventuelles questions découlant du contrôle fiscal, selon les estimations de l'impôt additionnel à payer. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart se répercute sur les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

### Immobilisations corporelles

*Estimation* - Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont revus une fois l'an. Les changements découlant de nouvelles informations disponibles, le cas échéant, sont comptabilisés de façon prospective à titre de modifications d'estimations comptables.

### Évaluation des stocks de marchandises

*Estimation* - Les stocks de marchandises en magasin sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé au moyen de la méthode de l'inventaire au prix de détail. Selon cette méthode, la valeur des stocks de marchandises est convertie au coût en appliquant un ratio du coût sur le prix de vente moyen. Les stocks de marchandises au centre de distribution ou dans les entrepôts et les stocks en transit en provenance des fournisseurs sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon le coût moyen pondéré.

Les stocks de marchandises comprennent les articles démarqués selon la meilleure estimation de la direction par rapport à leur valeur de réalisation nette, lesquels sont inclus dans le coût des produits vendus dans la période au cours de laquelle la démarque a été établie. La Société estime sa provision pour stocks en fonction de plusieurs facteurs, notamment la quantité de produits à rotation lente ou hors saison en stock, les statistiques historiques en matière de démarque, les plans de marchandisage futurs et les freintes de stocks. La précision des estimations de la Société est tributaire de nombreux facteurs dont certains sont indépendants de sa volonté, notamment l'évolution de la conjoncture économique et des tendances d'achat des consommateurs.

Historiquement, les estimations relatives aux démarques de la Société ne diffèrent pas de manière importante des résultats réels à cet égard. Les variations de la provision pour stocks peuvent avoir une incidence significative sur les résultats de la Société.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## **5 Jugements et estimations comptables critiques (suite)**

### **Dépréciation du goodwill et de l'appellation commerciale**

*Estimation* - Le goodwill et l'appellation commerciale ne sont pas assujettis à l'amortissement et sont soumis à des tests de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances donnent à penser que ces actifs pourraient s'être dépréciés. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur recouvrable de l'UGT à sa valeur comptable. Si la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

La valeur recouvrable de l'UGT se fonde sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La juste valeur correspond au prix qui pourrait être obtenu pour un actif ou une UGT dans le cadre d'une transaction entre les intervenants du marché à la date de l'évaluation dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts de sortie. La direction procède à une évaluation des données de marché pertinentes, notamment la capitalisation boursière actuelle de la Société.

Au 29 janvier 2017 et au 31 janvier 2016, des tests de dépréciation ont été effectués en comparant la valeur comptable du goodwill et de l'appellation commerciale à la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle le goodwill et l'appellation commerciale ont été attribués. La direction a établi qu'il n'y avait pas eu de dépréciation.

### **Juste valeur des instruments financiers et des couvertures**

*Estimation* - La juste valeur des instruments financiers est établie selon les taux d'intérêt, les taux de change, le risque de crédit, la valeur marchande et le prix actuel d'instruments financiers assortis de modalités similaires. La valeur comptable de ces instruments financiers (notamment des instruments échéant à moins d'un an, comme les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, les créances, les dettes d'exploitation et charges à payer et les dividendes à verser) se rapproche de leur juste valeur.

Lorsque la comptabilité de couverture s'applique, la Société documente officiellement les relations de couverture entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent les opérations de couverture. Pour ce faire, les instruments dérivés sont jumelés à des engagements fermes ou des transactions prévues. Dans le cadre de la comptabilité de couverture, la Société évalue si les instruments dérivés utilisés comme instruments de couverture sont efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie générés par les éléments couverts.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 6 Immobilisations corporelles

	Terrain <sup>1)</sup> \$	Immeuble <sup>1)2)</sup> \$	Matériel des magasins et des entrepôts \$	Matériel informatique \$	Véhicules \$	Améliorations locatives \$	Total \$
<b>Coût</b>							
Solde au 31 janvier 2016	-	-	316 349	24 596	4 349	249 887	595 181
Ajouts	22 144	45 779	34 012	13 346	1 163	37 130	153 574
Sorties	-	-	(36)	(4 050)	(947)	(322)	(5 355)
Solde au 29 janvier 2017	22 144	45 779	350 325	33 892	4 565	286 695	743 400
<b>Cumul des amortissements</b>							
Solde au 31 janvier 2016	-	-	168 517	7 648	1 316	85 475	262 956
Dotation à l'amortissement	-	-	24 111	5 995	927	17 175	48 208
Sorties	-	-	(8)	(4 050)	(574)	(221)	(4 853)
Solde au 29 janvier 2017	-	-	192 620	9 593	1 669	102 429	306 311
<b>Valeur comptable nette</b>							
Solde au 29 janvier 2017	22 144	45 779	157 705	24 299	2 896	184 266	437 089
<b>Coût</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015	-	-	286 011	18 968	3 706	211 267	519 952
Ajouts	-	-	31 367	9 794	1 934	40 136	83 231
Sorties	-	-	(1 029)	(4 166)	(1 291)	(1 516)	(8 002)
Solde au 31 janvier 2016	-	-	316 349	24 596	4 349	249 887	595 181
<b>Cumul des amortissements</b>							
Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015	-	-	147 677	8 018	1 308	72 317	229 320
Dotation à l'amortissement	-	-	21 576	3 796	810	14 146	40 328
Sorties	-	-	(736)	(4 166)	(802)	(988)	(6 692)
Solde au 31 janvier 2016	-	-	168 517	7 648	1 316	85 475	262 956
<b>Valeur comptable nette</b>							
Solde au 31 janvier 2016	-	-	147 832	16 948	3 033	164 412	332 225

- 1) Le total des coûts de 67 923 \$ pour le terrain, l'immeuble et la toiture comprend également le coût du rayonnage à palettes, des luminaires et d'autre matériel en cours d'installation. La construction de l'immeuble lui-même est essentiellement achevée.
- 2) Les coûts comptabilisés de 33 295 \$ relativement à l'immeuble et à la toiture commenceront à être amortis au 30 janvier 2017, soit la date à laquelle la direction considère que l'immeuble devrait être pratiquement prêt à l'utilisation. Le coût du rayonnage à palettes, des luminaires et d'autre matériel (y compris du matériel informatique et des logiciels) totalisant 12 484 \$ sera reclassé dans le coût du matériel des magasins et des entrepôts et le coût du matériel informatique et des logiciels à une date ultérieure, après le début de l'amortissement.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 7 Immobilisations incorporelles et goodwill

	Frais de location différés \$	Logiciels \$	Appellation commerciale <sup>1)</sup> \$	Total des immobilisations incorporelles \$	Goodwill \$
<b>Coût</b>					
Solde au 31 janvier 2016	7 046	55 078	108 200	170 324	727 782
Ajouts	-	12 640	-	12 640	-
Sorties	-	(4 058)	-	(4 058)	-
Solde au 29 janvier 2017	7 046	63 660	108 200	178 906	727 782
<b>Cumul des amortissements</b>					
Solde au 31 janvier 2016	3 490	29 900	-	33 390	-
Dotation à l'amortissement	519	9 540	-	10 059	-
Sorties	-	(4 058)	-	(4 058)	-
Solde au 29 janvier 2017	4 009	35 382	-	39 391	-
<b>Valeur comptable nette</b>					
Solde au 29 janvier 2017	3 037	28 278	108 200	139 515	727 782
<b>Coût</b>					
Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015	6 946	47 223	108 200	162 369	727 782
Ajouts	100	11 099	-	11 199	-
Sorties	-	(3 244)	-	(3 244)	-
Solde au 31 janvier 2016	7 046	55 078	108 200	170 324	727 782
<b>Cumul des amortissements</b>					
Solde au 1 <sup>er</sup> février 2015	2 906	25 387	-	28 293	-
Dotation à l'amortissement	584	7 757	-	8 341	-
Sorties	-	(3 244)	-	(3 244)	-
Solde au 31 janvier 2016	3 490	29 900	-	33 390	-
<b>Valeur comptable nette</b>					
Solde au 31 janvier 2016	3 556	25 178	108 200	136 934	727 782

1) Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties.



# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 8 Dettes d'exploitation et charges à payer

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
Dettes fournisseurs	56 775	53 347
Montant à payer au titre des avantages du personnel	49 686	50 627
Stocks de marchandises en transit	28 613	21 729
Taxes de vente à payer	32 542	29 837
Rachats d'actions à payer	8 819	-
Loyers à payer et autres charges	22 051	10 631
	<u>198 486</u>	<u>166 171</u>

## 9 Dette à long terme

L'encours de la dette à long terme se compose des éléments suivants :

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % »)	525 000	-
Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 5 novembre 2018 (les « billets à taux fixe à 3,095 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 2,337 %, les « billets à taux fixe »)	400 000	400 000
Billets non garantis de premier rang portant intérêt à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base, payable trimestriellement, échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable de série 1 »)	274 834	274 834
Facilité de crédit renouvelable non garantie échéant le 14 décembre 2021 (la « facilité de crédit »)	130 000	250 000
Moins les frais d'émission des titres de créance non amortis	(4 899)	(4 062)
Intérêt à payer sur les billets à taux variable de série 1 et les billets à taux fixe	3 809	3 542
	<u>1 328 744</u>	<u>924 314</u>
Partie courante (y compris l'intérêt à payer sur les billets à taux variable de série 1 et les billets à taux fixe à la fin de l'exercice)	<u>(278 643)</u>	<u>(3 542)</u>
	<u>1 050 101</u>	<u>920 772</u>

### Billets à taux fixe

Le 22 juillet 2016, la Société a émis les billets à taux fixe à 2,337 % à leur valeur nominale, pour un produit brut total de 525 000 \$, dans le cadre d'un placement privé réalisé en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise. DBRS a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe à 2,337 %. Les billets à taux fixe à 2,337 % portent intérêt au taux annuel de 2,337 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 22 janvier et le 22 juillet de chaque année jusqu'à l'échéance le 22 juillet 2021.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 9 Dette à long terme (suite)

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 2,337 % était de 523 192 \$ (s. o. au 31 janvier 2016). Leur juste valeur à la même date a été établie à 526 628 \$ et classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs (s. o. au 31 janvier 2016).

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 3,095 % était de 401 994 \$ (401 546 \$ au 31 janvier 2016). Leur juste valeur à la même date a été établie à 410 100 \$ et classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs (411 444 \$ au 31 janvier 2016). Les billets à taux fixe à 3,095 % viennent à échéance le 5 novembre 2018.

### Billets à taux variable

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux variable de série 1 s'élevait à 275 249 \$ (274 786 \$ au 31 janvier 2016). La juste valeur des billets à taux variable de série 1 au 29 janvier 2017 a été établie à 275 059 \$ et classée au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs (273 642 \$ au 31 janvier 2016). Les billets à taux variable de série 1 viennent à échéance le 16 mai 2017 et sont, par conséquent, présentés dans le passif courant à l'état consolidé de la situation financière au 29 janvier 2017.

### Facilité de crédit

Le 30 octobre 2015, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour datée du 25 octobre 2013 (la « convention de crédit ») en vertu de laquelle la Société a notamment obtenu des engagements supplémentaires de la part des prêteurs pour un montant de 125 000 \$ au titre de la clause accordéon de la convention de crédit pour la période se terminant au plus tard le 15 juin 2017, ce qui a fait passer temporairement le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit renouvelable de 250 000 \$ à 375 000 \$.

Le 29 janvier 2016, la Société et les prêteurs ont conclu une autre convention de modification de la convention de crédit aux termes de laquelle la Société a obtenu d'autres engagements supplémentaires de la part des prêteurs pour un montant de 250 000 \$ pour une période se terminant au plus tard le 29 janvier 2018, ce qui a fait passer temporairement le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit de 375 000 \$ à 625 000 \$.

Le 25 juillet 2016, à la suite du placement des billets à taux fixe à 2,337 % (dont le produit a été affecté au remboursement de l'encours de la facilité de crédit), la Société a annulé une tranche de 125 000 \$ du montant global de 625 000 \$ disponible aux termes de la facilité de crédit afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Le 21 novembre 2016, la Société et les prêteurs ont conclu une nouvelle convention de modification de la convention de crédit aux termes de laquelle la durée de cette dernière a été prorogée d'un an, du 14 décembre 2020 au 14 décembre 2021. Ainsi, les engagements initiaux de 250 000 \$ sont maintenant disponibles jusqu'au 14 décembre 2021. Les nouveaux engagements de 250 000 \$ obtenus des prêteurs en janvier 2016 demeurent disponibles jusqu'au 29 janvier 2018 seulement.

Aux termes de la convention de crédit ainsi modifiée, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, compte tenu des engagements existants, à 1 300 000 \$.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 9 Dette à long terme (suite)

### Facilité de crédit (suite)

Au 29 janvier 2017, l'encours de la facilité de crédit s'élevait à 130 000 \$ (250 000 \$ au 31 janvier 2016), en plus des lettres de crédit émises pour l'achat de stocks, qui s'élevaient à 831 \$ (1 000 \$ au 31 janvier 2016). Au 29 janvier 2017, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

## 10 Contrats de location et engagements

### a) Contrats de location simple

Les loyers de base et les loyers conditionnels liés aux contrats de location simple visant les magasins, les entrepôts, le centre de distribution et le siège social pris en compte à l'état consolidé du résultat net et du résultat global s'établissent comme suit :

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
Loyers de base	163 784	150 245
Loyers conditionnels	4 624	4 819
	<u>168 408</u>	<u>155 064</u>

### b) Engagements

Au 29 janvier 2017, les obligations contractuelles liées à des contrats de location simple s'élevaient à 1 055 938 \$ (975 370 \$ au 31 janvier 2016). Les contrats de location s'échelonnent, selon les options de reconduction, sur différentes périodes allant jusqu'à 2039.

Les loyers à payer aux termes des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
Moins de 1 an	166 859	151 440
Entre 1 an et 5 ans	566 421	502 106
Plus de cinq ans	322 658	321 824
Total	<u>1 055 938</u>	<u>975 370</u>

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 11 Loyer et incitatifs à la location différés

Le tableau suivant présente l'évolution des autres passifs, composés des allocations reçues du propriétaire différées et des incitatifs à la location différés :

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
Allocations reçues du propriétaire différées au début de l'exercice	34 380	28 034
Ajouts	8 970	11 275
Dotation à l'amortissement	(4 795)	(4 929)
Allocations reçues du propriétaire différées à la fin de l'exercice	<u>38 555</u>	<u>34 380</u>
Incitatifs à la location différés au début de l'exercice	37 252	32 441
Ajouts, déduction faite des loyers comptabilisés selon la méthode linéaire	<u>6 020</u>	<u>4 811</u>
Incitatifs à la location différés à la fin de l'exercice	<u>43 272</u>	<u>37 252</u>
	<u>81 827</u>	<u>71 632</u>

## 12 Capitaux propres

### a) Capital-actions

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de la période de 12 mois close le 16 juin 2016, la Société était autorisée à racheter aux fins d'annulation au plus 11 797 176 actions ordinaires (soit 10 % du flottant à la clôture des marchés le 9 juin 2015) (« l'offre de rachat de 2015-2016 »).

Le 8 juin 2016, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 5 975 854 actions ordinaires (soit 5 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 7 juin 2016) au cours de la période de 12 mois allant du 17 juin 2016 au 16 juin 2017 (l'« offre de rachat de 2016-2017 »).

Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2016-2017 et de l'offre de rachat de 2015-2016 au cours de l'exercice clos le 29 janvier 2017 s'est élevé à 7 420 168 actions ordinaires (7 729 391 actions ordinaires au 31 janvier 2016 aux termes de l'offre de rachat de 2015-2016 et de l'offre de rachat précédemment en vigueur), pour une contrepartie en trésorerie totalisant 705 447 \$ (625 367 \$ au 31 janvier 2016). Pour l'exercice clos le 29 janvier 2017, le capital-actions de la Société a été réduit de 26 669 \$ (27 456 \$ au 31 janvier 2016) et le reliquat de 678 778 \$ (597 911 \$ au 31 janvier 2016) a été porté en déduction des résultats non distribués.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 12 Capitaux propres (suite)

Dans le cadre de l'offre de rachat de 2016-2017, la Société a établi le 10 janvier 2017 un programme de rachat d'actions spécifique avec un tiers en vue du rachat d'actions ordinaires par voie de rachats quotidiens, sous réserve des conditions d'une ordonnance de dispense des règles sur les offres publiques de rachat délivrée par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

### b) Actions ordinaires autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Toutes les actions ordinaires sont émises entièrement libérées et sans valeur nominale.

Les variations du capital-actions de la Société sont comme suit :

	29 janvier 2017		31 janvier 2016	
	Nombre d'actions ordinaires	Montant \$	Nombre d'actions ordinaires	Montant \$
Solde au début de l'exercice	122 225 104	439 296	129 790 354	462 734
Annulation aux termes de l'offre de rachat	(7 420 168)	(26 669)	(7 729 391)	(27 456)
Exercice d'options sur actions	246 413	7 639	164 141	4 018
Solde à la fin de l'exercice	115 051 349	420 266	122 225 104	439 296

### c) Surplus d'apport

#### Rémunération fondée sur des actions

La Société a mis sur pied un régime d'options à l'intention de la direction en vertu duquel ses administrateurs, dirigeants et employés peuvent recevoir des options sur actions. Aux termes de ce régime, le nombre d'options sur actions octroyées et leurs caractéristiques sont établis par le conseil d'administration de la Société. La durée des options sur actions ne peut dépasser 10 ans.

Les options sur actions en cours aux termes du régime sont conditionnelles à la durée du service. Ces options sur actions permettent l'acquisition d'un nombre équivalent d'actions ordinaires. Les options sur actions s'acquière à raison de 20 % par année à l'anniversaire de leur date d'octroi.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 Capitaux propres (suite)

Les options sur actions en cours et pouvant être exercées pour les exercices clos aux dates indiquées ci-dessous s'établissent comme suit :

	29 janvier 2017		31 janvier 2016	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
<b>En cours au début de la période</b>	2 478 200	42,29	2 263 348	35,71
Octroyées	420 000	90,59	410 000	71,14
Exercées	(326 200)	38,38	(195 148)	26,55
<b>En cours à la fin de la période</b>	<b>2 572 000</b>	<b>50,68</b>	<b>2 478 200</b>	<b>42,29</b>
<b>Pouvant être exercées à la fin de la période</b>	<b>946 400</b>	<b>35,35</b>	<b>733 400</b>	<b>32,20</b>

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2017, la Société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions de 6 932 \$ (6 114 \$ au 31 janvier 2016).

Des informations concernant les options sur actions en cours et pouvant être exercées au 29 janvier 2017 sont présentées ci-après :

Fourchette de prix d'exercice	Options sur actions en cours			Options sur actions pouvant être exercées		
	Durée résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Durée résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
6,00 \$-8,75 \$	24	17 000	7,29	24	17 000	7,29
8,76 \$-13,25 \$	35	4 000	11,21	35	4 000	11,21
13,26 \$-18,89 \$	50	30 000	15,42	50	30 000	15,42
18,90 \$-27,01 \$	60	235 100	21,88	60	229 900	21,76
27,02 \$-40,97 \$	75	855 200	36,30	74	401 600	36,12
40,98 \$-56,17 \$	87	623 000	44,77	86	204 200	44,39
56,18 \$-71,03 \$	98	377 700	71,03	98	57 700	71,03
71,04 \$-90,59 \$	110	430 000	90,24	101	2 000	75,49
	<b>85</b>	<b>2 572 000</b>	<b>50,68</b>	<b>73</b>	<b>946 400</b>	<b>35,35</b>

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 Capitaux propres (suite)

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions octroyées au cours des exercices clos aux dates indiquées ci-après a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
Rendement des dividendes	0,4 %	0,5 %
Taux d'intérêt sans risque	0,8 %	0,9 %
Durée prévue	6,3 ans	6,3 ans
Volatilité attendue	20,7 %	19,3 %
Juste valeur moyenne pondérée des options sur actions estimée à la date d'octroi	18,91 \$	13,96 \$

La durée prévue est estimée selon la moyenne de la période d'acquisition et de la durée contractuelle des options sur actions. La volatilité attendue est établie d'après le cours des actions de la Société.

### d) Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global se compose du profit latent (perte latente) sur les instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture, déduction faite des ajustements de reclassement et de l'impôt sur le résultat :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice	69 795	66 296
Variation nette de la juste valeur des contrats de change à terme	(66 840)	(16 467)
Profit réalisé sur les contrats de change à terme	16 108	97 921
Profit de change viré au résultat	(46 269)	(76 665)
Impôt sur le résultat applicable	25 860	(1 290)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(71 141)	3 499
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice	(1 346)	69 795

### e) Dividendes

Le 30 mars 2016, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé une augmentation de 11,1 % du dividende trimestriel à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires, le faisant passer de 0,09 \$ par action ordinaire à 0,10 \$ par action ordinaire.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 Capitaux propres (suite)

### f) Déficit

Le déficit de 342 957 \$ constaté au 29 janvier 2017 est attribuable aux éléments suivants : 1) un déficit d'ouverture de 62 375 \$ au 1<sup>er</sup> février 2016; 2) un résultat net de 445 636 \$; 3) des dividendes déclarés de 47 440 \$; et 4) la trésorerie versée pour le rachat des actions ordinaires de 678 778 \$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société. La partie du prix payé pour le rachat des actions ordinaires par la Société excédant leur valeur comptable est comptabilisée en réduction des résultats non distribués, tandis que la partie du prix payé pour le rachat des actions ordinaires qui correspond à leur valeur comptable est comptabilisée en réduction du capital-actions. Se reporter à la note 12 a) pour une description de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

## 13 Impôt sur le résultat

### a) Impôt différé

Les actifs et les passifs d'impôt différé se présentent comme suit :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Actifs d'impôt différé</b>		
À recouvrer dans plus de 12 mois	21 977	19 310
À recouvrer dans 12 mois ou moins	5 152	3 063
<b>Passifs d'impôt différé</b>		
À régler dans plus de 12 mois	(144 777)	(131 905)
À régler dans 12 mois ou moins	(189)	(18 060)
	<u>(117 837)</u>	<u>(127 592)</u>

La variation brute du passif d'impôt différé se présente comme suit :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Passif d'impôt différé au début de l'exercice	127 592	122 184
Montant crédité à l'état consolidé du résultat net et du résultat global	16 105	4 118
Charge d'impôt liée aux autres éléments du résultat global	<u>(25 860)</u>	<u>1 290</u>
Passif d'impôt différé à la fin de l'exercice	<u>117 837</u>	<u>127 592</u>



# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 13 Impôt sur le résultat (suite)

La variation des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes relevant de la même administration fiscale, se présente comme suit :

	Passifs d'impôt différé			
	Immobi- lisations corporelles \$	Immobi- lisations incorporelles et goodwill \$	Instruments financiers dérivés \$	Total \$
<b>Au 1<sup>er</sup> février 2015</b>	(18 941)	(100 612)	(22 486)	(142 039)
Montant imputé (crédité) à l'état consolidé du résultat net et du résultat global	(8 613)	(3 739)	5 716	(6 636)
Montant crédité aux autres éléments du résultat global	-	-	(1 290)	(1 290)
<b>Au 31 janvier 2016</b>	(27 554)	(104 351)	(18 060)	(149 965)
Montant imputé à l'état consolidé du résultat net et du résultat global	(7 449)	(5 423)	(7 989)	(20 861)
Montant crédité aux autres éléments du résultat global	-	-	25 860	25 860
<b>Au 29 janvier 2017</b>	(35 003)	(109 774)	(189)	(144 966)

La variation des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes relevant de la même administration fiscale, se présente comme suit :

	Actifs d'impôt différé		
	Coûts de financement \$	Autres passifs \$	Total \$
<b>Au 1<sup>er</sup> février 2015</b>	3 685	16 170	19 855
Montant imputé à l'état consolidé du résultat net et du résultat global	(622)	3 140	2 518
<b>Au 31 janvier 2016</b>	3 063	19 310	22 373
Montant imputé à l'état consolidé du résultat net et du résultat global	2 089	2 667	4 756
<b>Au 29 janvier 2017</b>	5 152	21 977	27 129

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 13 Impôt sur le résultat (suite)

### b) Impôt sur le résultat

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Charge d'impôt exigible à l'égard de l'exercice considéré	150 686	138 716
Charge d'impôt différé liée à la naissance et à la résorption de différences temporaires	16 105	4 118
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>166 791</b>	<b>142 834</b>

L'impôt sur le résultat avant impôt de la Société est différent du montant théorique qui aurait été obtenu si le calcul avait été effectué en fonction du taux d'imposition moyen pondéré applicable au résultat des entités consolidées, comme le présente le tableau suivant :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>612 427</b>	<b>527 980</b>
Impôt calculé aux taux d'imposition nationaux applicables au résultat au Canada et dans les provinces canadiennes	165 243	141 176
Incidence fiscale des éléments suivants :		
Différences permanentes	1 994	1 629
Règlement des avis de cotisation de l'exercice précédent	(1 436)	(36)
Autres	990	65
<b>Charge d'impôt</b>	<b>166 791</b>	<b>142 834</b>

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prévu par la loi était de 27,0 % pour l'exercice clos le 29 janvier 2017 (26,8 % au 31 janvier 2016). Le taux d'imposition effectif de la Société était de 27,2 % pour l'exercice clos le 29 janvier 2017 (27,1 % au 31 janvier 2016).

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 Instruments financiers

### *Exposition au risque et gestion connexe*

Les activités de la Société l'exposent à divers risques financiers : risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur et aux flux de trésorerie), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme de gestion des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum ses incidences défavorables éventuelles sur la performance financière de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques.

La gestion du risque est exécutée par le service des finances dans le cadre de pratiques approuvées par le conseil d'administration de la Société. Le service des finances identifie, évalue et couvre les risques financiers selon les besoins de la Société. Le conseil d'administration établit un cadre de référence pour la gestion globale du risque qui touche à de nombreux secteurs de risque, notamment, sans s'y limiter, le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

### a) Catégories d'évaluation

Les actifs et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui déterminent leur base d'évaluation et, pour les éléments évalués à la juste valeur, qui indiquent si les variations de la juste valeur sont inscrites à l'état consolidé du résultat net et du résultat global. Ces catégories sont, pour les actifs, prêts et créances ainsi que la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et du résultat global et, pour les passifs, coût amorti ainsi que la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et du résultat global. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs pour chacune de ces catégories au :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Actifs</b>		
<b>Prêts et créances</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 015	59 178
Créances	15 386	11 118
Total des prêts et créances	<u>77 401</u>	<u>70 296</u>
<b>Juste valeur par le biais du résultat net et du résultat global</b>		
Total des contrats de change à terme	8 787	67 542
<b>Passifs</b>		
<b>Coût amorti</b>		
Dettes d'exploitation et charges à payer	158 986	130 812
Dividendes à verser	11 591	11 087
Obligations au titre du contrat de location-financement	-	588
Dette à long terme	1 328 744	924 314
Total du coût amorti	<u>1 499 321</u>	<u>1 066 801</u>
<b>Juste valeur par le biais du résultat net et du résultat global</b>		
Total des contrats de change à terme	8 085	-

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 Instruments financiers (suite)

### b) Risque de marché

#### i. Juste valeur

La valeur comptable des instruments financiers est présentée à l'état consolidé de la situation financière à la juste valeur ou au coût amorti selon les méthodes comptables appliquées par la Société. Les actifs et passifs financiers courants, qui incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et les dettes d'exploitation et charges à payer, se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur échéance immédiate ou à court terme. La juste valeur des obligations au titre du contrat de location-financement équivaut approximativement à leur valeur comptable.

#### ii. Hierarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue ses instruments financiers comporte les trois niveaux suivants :

Niveau 1 – prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le sommaire qui suit présente la valeur nominale contractuelle, le taux contractuel moyen, le poste de l'état de la situation financière et la juste valeur estimative des instruments financiers dérivés au 29 janvier 2017 et au 31 janvier 2016 :

	Valeur nominale contractuelle en \$ US	Taux contractuel moyen	État de la situation financière	Juste valeur – Actif (passif)	Nature de la relation de couverture
			Poste	Autres données observables importantes (niveau 2)	Récurrente
<b>Au 29 janvier 2017</b>					
<b>Instruments de couverture</b>					
Contrats de change à terme	215 000	1,28	Actifs courants	8 787	Couverture de flux de trésorerie
Contrats de change à terme	335 000	1,34	Passifs courants	(8 085)	Couverture de flux de trésorerie
	<u>550 000</u>	1,31		<u>702</u>	
<b>Au 31 janvier 2016</b>					
<b>Instruments de couverture</b>					
Contrats de change à terme	<u>550 000</u>	1,28	Actifs courants	<u>67 542</u>	Couverture de flux de trésorerie

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 14 Instruments financiers (suite)

La Société est exposée à certains risques liés à ses activités d'exploitation courantes. Le principal risque géré au moyen d'instruments financiers dérivés est le risque de change. Des contrats de change à terme sont conclus en vue de gérer le risque de fluctuations des devises associé aux achats prévus en dollars américains de marchandises vendues dans les magasins.

La Société documente officiellement les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent les opérations de couverture.

Les contrats de change à terme sont désignés comme instruments de couverture et comptabilisés à la juste valeur déterminée selon les cours du marché et d'autres données observables. La Société désigne ses contrats de change à terme comme couvertures de la variabilité des flux de trésorerie futurs hautement probables attribuables à une transaction prévue comptabilisée (couvertures de flux de trésorerie). La juste valeur des contrats de change à terme est calculée en utilisant les taux de change à terme à la date de l'évaluation et la valeur résultante est ramenée à la valeur actualisée.

Pour l'exercice clos le 29 janvier 2017, un profit de 46 269 \$ (76 665 \$ au 31 janvier 2016) a été reclassé depuis le cumul des autres éléments du résultat global vers le résultat net. La Société dispose d'une convention-cadre de compensation, mais aucun montant n'a été compensé au 29 janvier 2017 ni au 31 janvier 2016.

### iii. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt de la Société découle de sa dette à long terme. La dette à long terme portant intérêt à des taux variables expose les flux de trésorerie de la Société au risque de taux d'intérêt. La dette à long terme portant intérêt à des taux fixes expose la juste valeur de ces emprunts au risque de taux d'intérêt.

Selon les circonstances, la Société analyse son exposition au risque de taux d'intérêt. Elle simule différents scénarios, tenant compte des refinancements, du renouvellement des positions actuelles, d'autres sources de financement et des couvertures. En se fondant sur ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le résultat de variations données des taux d'intérêt. La Société utilise souvent des emprunts à taux variable pour financer une partie de ses activités d'exploitation et de ses dépenses d'investissement. Ces obligations exposent la Société au risque de variation de ses versements d'intérêt par suite de fluctuations des taux d'intérêt.

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 2,337 % s'élevait à 523 192 \$. La valeur comptable des billets à taux fixe à 2,337 % a été initialement comptabilisée à sa juste valeur de 525 000 \$ majorée des coûts de transaction, dont le total est désigné comme le coût amorti.

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux fixe à 3,095 % s'élevait à 401 994 \$. La valeur comptable des billets à taux fixe à 3,095 % a été initialement comptabilisée à sa juste valeur de 400 000 \$ majorée des coûts de transaction, dont le total est désigné comme le coût amorti.

Au 29 janvier 2017, la valeur comptable des billets à taux variable de série 1 s'établissait à 275 249 \$. La valeur comptable des billets à taux variable de série 1 a été initialement comptabilisée à sa juste valeur de 275 000 \$ majorée des coûts de transaction, dont le total est désigné comme le coût amorti.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 14 Instruments financiers (suite)

La juste valeur des billets à taux fixe à 2,337 %, des billets à taux fixe à 3,095 % et des billets à taux variable de série 1 (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») au 29 janvier 2017 a été établie respectivement à 526 628 \$, 410 100 \$ et 275 059 \$ et a été classée, dans les trois cas, au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Le coût amorti de la totalité des billets non garantis de premier rang est ensuite évalué selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les sorties de trésorerie futures estimatives sur la durée prévue jusqu'à l'échéance des billets non garantis de premier rang.

### iv. Risque de change

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société. Comme les rentrées de trésorerie sont principalement libellées en dollars canadiens, la Société est exposée aux fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain lorsqu'elle paie en dollars américains des dépenses relatives à des marchandises importées.

Afin d'atténuer cette exposition, la Société achète des contrats à terme en dollars américains. Ces contrats à terme sont achetés à des fins de couverture des flux de trésorerie dans le cadre du processus de gestion des risques de la Société et sont désignés comme instruments de couverture des achats futurs de marchandises hautement probables (« élément couvert »).

À chaque date de clôture, la Société évalue l'efficacité des couvertures de flux de trésorerie afin de s'assurer que la relation de couverture entre l'instrument de couverture et l'élément couvert demeure hautement efficace.

Au 29 janvier 2017, une variation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les comptes monétaires en dollars américains aurait, toute autre variable étant constante, une incidence favorable/défavorable d'environ 1 024 \$ sur le résultat net.

### c) **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque que survienne une perte imprévue lorsqu'une tierce partie manque à ses obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la Société au risque de crédit comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances et les contrats dérivés.

La Société compense le risque de crédit en déposant sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, y compris la trésorerie soumise à restrictions, auprès de grandes institutions financières auxquelles les agences de notation reconnues mondialement ont attribué une notation élevée.

La Société est exposée au risque de crédit sur les montants à recevoir des propriétaires au titre des allocations reçues du propriétaire. Pour atténuer ce risque, la Société peut retenir des loyers jusqu'à ce que ces montants soient reçus.

Enfin, la Société ne conclut des contrats dérivés qu'avec de grandes institutions financières pour l'achat de ses contrats à terme en dollars américains, comme il est indiqué ci-dessus, et a conclu des conventions-cadres de compensation.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 Instruments financiers (suite)

### d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations lorsqu'elles deviennent exigibles.

Les emprunts capitalisés de la Société sont garantis par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc.

La Société a pour objectif de conserver suffisamment de liquidités pour régler ses passifs financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance et de continuer de respecter les clauses restrictives de nature financière de la facilité de crédit. La Société gère le risque de liquidité par différents moyens, dont l'examen de ses soldes de trésorerie et des flux de trésorerie prévus tirés des activités d'exploitation et affectés aux dépenses d'investissement.

Au 29 janvier 2017, la Société avait émis des billets à taux fixe à 3,095 % d'un montant de 400 000 \$ échéant le 5 novembre 2018, des billets à taux fixe à 2,337 % d'un montant de 525 000 \$ échéant le 22 juillet 2021 et des billets à taux variable de série 1 d'un montant de 275 000 \$ échéant le 16 mai 2017. De plus, la Société disposait de crédit autorisé et disponible de 369 169 \$ aux termes de sa facilité de crédit (se reporter à la note 9).

Le tableau suivant présente l'analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 29 janvier 2017. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

(en milliers de dollars)	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Total \$
Dettes d'exploitation et charges à payer	158 986	-	-	158 986
Dividendes à verser	11 591	-	-	11 591
Intérêts présumés sur la facilité de crédit et les billets à taux variable de série 1 <sup>1)</sup>	1 986	3 900	11 483	17 369
Remboursement de capital sur la facilité de crédit	-	-	130 000	130 000
Remboursement de capital sur les billets à taux variable de série 1	-	275 000	-	275 000
Remboursement de capital sur les billets à taux fixe à 2,337 %	-	-	525 000	525 000
Remboursement de capital sur les billets à taux fixe à 3,095 %	-	-	400 000	400 000
Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe à 2,337 %	-	12 269	42 942	55 211
Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe à 3,095 %	-	12 380	12 380	24 760
	172 563	303 549	1 121 805	1 597 917

1) D'après les taux d'intérêt en vigueur le 29 janvier 2017.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 Instruments financiers (suite)

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 29 janvier 2017.

(en milliers de dollars)	Moins de 3 mois \$	De 3 mois à 1 an \$	De 1 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Obligations au titre des contrats de location simple <sup>2)</sup>	41 715	125 144	566 421	322 658	1 055 938
Lettres de crédit	831	-	-	-	831
	<u>42 546</u>	<u>125 144</u>	<u>566 421</u>	<u>322 658</u>	<u>1 056 769</u>

- 2) Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres montants payés aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre ses obligations au titre des contrats de location simple et les lettres de crédit susmentionnées, la Société n'est assujettie à aucun arrangement ni engagement non comptabilisé.

### e) Gestion du capital

La structure du capital de la Société est composée d'actions ordinaires, de la dette à long terme, d'options sur actions des employés et des administrateurs, de résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global. La Société gère sa structure du capital et apporte des changements selon la conjoncture économique et les conditions touchant ses actifs.

	29 janvier 2017 \$	31 janvier 2016 \$
Total de la dette à long terme (note 9)	1 328 744	924 314
Contrats de location simple notés selon un facteur de 6x <sup>1)</sup> (note 10)	1 010 448	930 384
Total de la dette ajusté	<u>2 339 192</u>	<u>1 854 698</u>
BAIIA	703 258	597 460
Contrats de location simple (note 10)	168 408	155 064
BAIIAL	871 666	752 524
Ratio du total de la dette ajusté sur le BAIIAL	<u>2,68x</u>	<u>2,46x</u>

- 1) Le facteur 6x est utilisé par DBRS Ltd. dans sa méthodologie de notation pour tenir compte des contrats de location simple de la Société dans le calcul du total de la dette ajusté.



# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 14 Instruments financiers (suite)

La Société surveille son capital à l'aide de nombreuses mesures financières, notamment :

- le ratio d'endettement, soit le total de la dette ajusté (la somme i) du total de la dette à long terme et ii) des contrats de location simple notés selon un facteur de 6x), divisé par le BAIIAL consolidé (la somme i) du résultat ajusté avant intérêts, impôt et dotation aux amortissements et ii) des contrats de location simple).

La gestion du capital de la Société vise les objectifs suivants :

- conserver une base de capital suffisamment élevée pour maintenir la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et soutenir le développement futur de la Société;
- maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût du capital à un risque acceptable et qui protège la capacité de la Société d'honorer ses obligations financières;
- procurer des liquidités suffisantes pour soutenir la stratégie de croissance interne.

Dans le cadre de la gestion de la structure de son capital, la Société surveille le rendement tout au long de l'exercice pour s'assurer que les besoins en fonds de roulement sont pourvus au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation, des dépôts bancaires disponibles et, au besoin, d'emprunts bancaires. La gestion de la structure du capital peut exiger des ajustements pour appuyer la stratégie globale de l'entreprise ou pour l'adapter à l'évolution de la conjoncture économique et du risque. Aux fins du maintien ou de l'ajustement de la structure de son capital, la Société peut : émettre des actions ou contracter de nouveaux emprunts; remplacer un emprunt existant par un nouvel emprunt (assorti de modalités différentes); réduire le montant de la dette existante; acheter des actions aux fins d'annulation dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires.

La Société doit respecter des clauses restrictives de nature financière aux termes de la facilité de crédit et de l'acte de fiducie régissant les billets non garantis de premier rang, qui font l'objet d'un calcul trimestriel. Ces clauses restrictives comprennent un ratio d'endettement et un ratio de couverture des intérêts. En date du 29 janvier 2017, la Société respectait toutes ces clauses restrictives.

## 15 Transactions entre parties liées

### Location

Les frais de location facturés par des entités sous le contrôle d'un administrateur ont totalisé 18 055 \$ pour l'exercice clos le 29 janvier 2017 (17 936 \$ au 31 janvier 2016).

Ces transactions ont été évaluées au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie aux conditions du marché.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 15 Transactions entre parties liées (suite)

### Terrain

Le 5 février 2016, la Société a acquis un terrain situé à Montréal, au Québec, auprès d'une partie liée à Dollarama au coût de 22 144 \$, soit le même prix que celui payé par cette partie dans le cadre d'une transaction dans des conditions de concurrence normale. La transaction a été conclue en vue de la construction d'un entrepôt de 500 000 pieds carrés. La construction a débuté en mars 2016 et l'immeuble est essentiellement achevé; le rayonnage à palettes, les luminaires et d'autre matériel sont en cours d'installation. L'immeuble est prêt à l'utilisation depuis le 30 janvier 2017.

### Rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs

Les principaux dirigeants comprennent le président exécutif du conseil d'administration, le président et chef de la direction, le chef de la direction financière, le chef de l'exploitation et le premier vice-président, division des importations.

La rémunération et les paiements fondés sur des actions versés aux administrateurs et aux principaux dirigeants pour les exercices clos aux dates indiquées ci-après s'établissent comme suit :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Avantages à court terme	12 862	8 762
Régime à cotisations définies	64	12
Paiements fondés sur des actions	4 089	3 490
	<u>17 015</u>	<u>12 264</u>

Les contrats d'emploi de certains principaux dirigeants peuvent contenir des clauses prévoyant le paiement d'indemnités en cas de licenciement sans motif sérieux ou de congédiement déguisé. Se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Dollarama de 2016 pour de plus amples renseignements sur les cinq personnes les mieux rémunérées par la Société, qui sont toutes des principaux dirigeants.

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

---

## 16 Résultat par action

### a) De base

Le résultat de base par action ordinaire est obtenu en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	445 636 \$	385 146 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ( <i>en milliers</i> )	118 998	127 271
Résultat net de base par action ordinaire	3,75 \$	3,03 \$

### b) Dilué

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte d'une conversion présumée de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives. La Société calcule, pour les options sur actions, sa seule catégorie d'actions ordinaires potentiellement dilutives, le nombre d'actions qui pourraient avoir été acquises à la juste valeur (déterminée comme le cours annuel moyen du marché pour les actions de la Société) compte tenu du prix d'exercice des options sur actions en cours. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options sur actions avaient été exercées, majoré de la charge de rémunération non comptabilisée, le cas échéant.

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et utilisé dans le calcul du résultat net de base et dilué par action ordinaire	445 636 \$	385 146 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ( <i>en milliers</i> )	118 998	127 271
Nombre présumé d'options sur actions exercées ( <i>en milliers</i> )	1 245	1 149
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action ordinaire ( <i>en milliers</i> )	120 243	128 420
Résultat net dilué par action ordinaire	3,71 \$	3,00 \$

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17 Charges, classées par nature, prises en compte à l'état consolidé du résultat net et du résultat global

	29 janvier 2017	31 janvier 2016
	\$	\$
<b>Coût des produits vendus :</b>		
Marchandises, main-d'œuvre, transport et autres coûts	1 523 272	1 361 125
Frais d'occupation	278 663	255 926
Total du coût des produits vendus	<u>1 801 935</u>	<u>1 617 051</u>
<b>Dotation aux amortissements :</b>		
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	48 208	40 328
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	9 540	7 757
Total de la dotation aux amortissements	<u>57 748</u>	<u>48 085</u>
<b>Avantages du personnel :</b>		
Rémunération pour services rendus	330 338	315 328
Options sur actions octroyées aux administrateurs et aux employés (note 12)	6 932	6 114
Régime à cotisations définies	4 426	2 208
Total de la charge au titre des avantages du personnel	<u>341 696</u>	<u>323 650</u>
<b>Coûts de financement :</b>		
Charge d'intérêts et frais bancaires	31 602	20 094
Amortissement des frais d'émission de titres de créance	1 481	1 301
Total des coûts de financement	<u>33 083</u>	<u>21 395</u>

# Dollarama inc.

Notes annexes

**29 janvier 2017 et 31 janvier 2016**

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 18 Information sur le tableau consolidé des flux de trésorerie

Le tableau qui suit présente les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement aux dates indiquées ci-après :

	<b>29 janvier 2017</b>	<b>31 janvier 2016</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Créances	(4 268)	(1 114)
Acomptes et charges payées d'avance	1 738	(3 687)
Stocks de marchandises	4 480	(61 276)
Dettes d'exploitation et charges à payer	23 496	17 005
Impôt sur le résultat à payer	(29 041)	20 211
	<b>(3 595)</b>	<b>(28 861)</b>
Impôt payé en trésorerie	179 019	118 440
Intérêts payés en trésorerie	28 133	17 482

La trésorerie versée pour l'impôt et les intérêts consiste en des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

## 19 Événements postérieurs à la date de clôture

### Augmentation du dividende

Le 30 mars 2017, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé une augmentation de 10 % du dividende trimestriel à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires, le faisant passer de 0,10 \$ par action ordinaire à 0,11 \$ par action ordinaire. Ce dividende trimestriel majoré sera versé le 3 mai 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 21 avril 2017. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

### Placement de billets non garantis de premier rang

Le 16 mars 2017, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable de série 2 venant à échéance le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 ») à leur valeur nominale, pour un produit brut total de 225 000 \$, dans le cadre d'un placement privé réalisé en vertu d'une dispense des exigences en matière de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise. DBRS a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux variable de série 2, lesquels portent intérêt à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base (ou 0,59 %), établi trimestriellement le 16<sup>e</sup> jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, sur la durée de trois ans le 16<sup>e</sup> jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année.